

Pour l'AFP, l'électeur suédois du SD est un "beauf", un ouvrier analphabète et néo-nazi

écrit par Yann Kempenich | 17 septembre 2018



Partial et orienté, voici un article typique de journalistes de l'AFP, brossant, dans le quotidien vaudois [Le Temps](#), le portrait d'électeurs du **SD** ("Démocrates de Suède") : on y sent d'emblée le mépris de classe, la haine de l'ouvrier qui ne vote pas bien et qui n'accepte pas, ce crétin, l'enrichissement du multiculturalisme.

Les tenants du « padamalgam » avec les musulmans font ici un raccourci saisissant entre les électeurs « d'extrême droite » et le national-socialisme. Bref, des "beaufs" façon Cabu, des analphabètes néo-nazis, sûrement alcooliques et dépravés.

Auparavant paradis de la social-démocratie et de l'Etat-providence, la Suède est devenue une sorte de dictature molle, celle des néo-féministes, des juges Droits-de-l'hommes et des minorités; un pays devenu fou, accueillant 450 000 immigrants en 3 ans, réservant des trottoirs aux femmes les jours de neige (un ["dénégement égalitaire"](#) plongeant Stockholm dans le chaos)) et annulant [l'expulsion d'un Palestinien](#) qui avait attaqué une synagogue au motif qu'Israël mettrait sa vie en danger...

Évidemment, comme beaucoup d'Européens effarés par les délires islamo-gauchistes, certains Suédois se réfugient dans le vote protestataire et identitaire. D'où la percée du SD aux [élections législatives de septembre 2018](#), un événement traumatisant pour Hélène Dauschy et Camille Bas-Wohlert, journalistes de l'AFP, l'agence Tass française du camp du bien.

Immergées dans la Suède profonde, chez le Viking moyen, elles font pourtant le bon diagnostic : marginalisation de la périphérie, désindustrialisation, population vieillissante, sentiment d'abandon et services publics en recul. Mais ne peuvent s'empêcher de caricaturer l'électeur ouvrier et son vote protestataire en populiste lépreux, membre du NSDAP.

Après l'avènement de Poutine, l'élection de Trump, la percée des partis "populistes" européens et la victoire d'Orban ou de Salvini, une épidémie de dépressions nerveuses n'est pas exclue dans les salles de rédaction.

«Make Sweden Great Again», le malaise des campagnes suédoises

Plongée à Lindesberg, ville de 23 000 habitants qui n'a accordé que 186 autorisations de séjour à des étrangers en 2017. Le Parti d'extrême droite Démocrates de Suède y a pourtant obtenu 20% des suffrages lors des récentes législatives. Entre marginalisation et sentiment d'abandon

Niché au coeur d'un ancien bassin minier, Lindesberg présente le charme suranné d'un bourg de province dont l'église domine le centre pavé où des passants glissent comme des ombres. La Suède, ici, semble figée depuis des siècles dans son austérité luthérienne, sans laisser deviner que l'extrême droite de genèse nationale-socialiste y a rencontré l'un de ses plus fertiles terreaux.

De tous âges et origines, les rares promeneurs qui se croisent en ce jour pluvieux d'août s'arrêtent à l'occasion pour discuter, quelques jours avant les élections législatives du 9 septembre. Contrairement aux vieux bastions de l'extrême droite dans le sud du pays scandinave, Lindesberg n'est pas obsédé par les questions d'intégration, de cohabitation entre cultures. «Oui» à l'immigration quand elle est «bonne et positive», lance même Mats Seijboldt, conseiller municipal pour les Démocrates de Suède (SD), parti fondé en 1988 par des transfuges néonazis et crédité d'environ 20% des suffrages aux législatives.

D'après les chiffres fournis par la municipalité, 186 personnes étrangères se sont vu délivrer une autorisation de séjour à Lindesberg en 2017, soit 0,8% de sa population. Loin des quartiers urbains où ségrégation et chômage sacrifient des générations, cette commune de 23 000 habitants à deux heures de route au nord-ouest de Stockholm a surmonté son hiver industriel pour se convertir aux services et attirer les PME.

Si Lindesberg n'a jamais retrouvé ses taux d'emploi d'avant la crise financière de 2008, elle n'affichait l'an dernier qu'un point et demi de chômage au-dessus du taux national, à 9%. La principale entreprise privée, Meritor, un sous-traitant du constructeur de poids lourds Volvo, emploie 850 personnes.

Faible niveau d'instruction

Mais dans cette région cernée par les forêts et les lacs comme dans de nombreuses autres régions rurales de Suède,

une frange croissante de la population a le sentiment d'être abandonnée par le pouvoir central. La population vieillit plus vite qu'ailleurs, le prix de l'essence à la pompe ne cesse d'augmenter, on manque de logements et les personnes sous perfusion sociale sont proportionnellement plus nombreuses que sur l'ensemble du territoire. Les électeurs SD «sont d'abord des hommes, avec un faible niveau d'instruction, surreprésentés dans la classe ouvrière» sans être marginalisés, rappelle le sociologue Jens Rydgren.

Mats Seijboldt reprend volontiers en l'adaptant le slogan de campagne de Donald Trump, «Make Sweden great again» (Rendre à la Suède sa grandeur), qui traduit le malaise de ces catégories de la population à l'écart des grands pôles de croissance et d'innovation. Pour le maire social-démocrate de Lindesberg, peu importe leurs motivations. Aux dernières municipales, les SD sont devenus la deuxième force du conseil avec huit sièges et Bengt Storbacka redoute une percée encore plus importante de ce «parti raciste» le 9 septembre.

A 500 kilomètres plus au sud, Hörby, bourgade sans charme au milieu des champs, l'extrême droite est maintenue dans l'opposition grâce au «front républicain». «Il a fallu l'union de cinq partis pour nous tenir à l'écart en 2014», déplore Stefan Borg, chef de file de l'extrême droite au conseil municipal.

Services publics en recul

A 30 minutes de Malmö, troisième ville de Suède où vit une importante communauté d'origine immigrée et théâtre de sanglants règlements de comptes entre bandes rivales, Hörby compte 13% de résidents nés hors de Suède. Quand on lui demande les chiffres, Stefan Borg les évalue entre 20 et 25%. «Une surestimation classique» chez les électeurs d'extrême droite, souligne le sociologue Jens Rydgren. La peur de l'autre s'exprime sans pudeur, même si selon les données officielles les actes de violence n'ont pas ou peu augmenté

entre 2015 et 2017 à Hörby et qu'aucune statistique ne permet de les relier à l'immigration.

Un sentiment d'insécurité pas forcément validé par les faits mais qui n'en demeure pas moins vif car Hörby partage désormais sa police avec deux autres communes, reflet du recul des services publics dans les zones rurales. Éclatant paradoxe: l'immigration, que les sympathisants d'extrême droite disent galopante, ne permet pas de sauver toutes les écoles de campagne.

<https://www.letemps.ch/monde/make-sweden-great-again-malaise-campagnes-suedoises>



Lindesberg, dans la région agricole du Västmanland, au centre de la Suède (Photo : Maria-Lindstedt)